ELECTIONS LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962
11e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE



Jean POPEREN

Candidat du Parti Socialiste Unifié
membre du Bureau National du Parti.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Albert PENTEL

Ingénieur

Fils d'instituteur, militant du Syndicat de l'Enseignement de la C.G.T.U., J. Poperen a vécu, dès sa jeunesse, les heures exaltantes du combat antifascistes puis de la victoire du Front Populaire. Il rejoint la Résistance dès 1942, adhère aux Etudiants Communistes dont il devient, à la Libération, le secrétaire pour la région parisienne. Malgré les déceptions des années d'après-guerre, il restera pendant quinze ans militant du Parti communiste.

Premier d'agrégation à 22 ans, il entreprend des recherches d'histoire sociale pour lesquelles il est aujourd'hui attaché au Centre National de la Recherche Scientifique.

L'incapacité des organisations politiques traditionnelles, entre autres du Parti communiste, à reconnaître et à corriger leurs erreurs amènent J. Poperen à chercher une voie nouvelle. Il travaille à la création du PARTI SOCIALISTE UNIFIE et devient, au Congrès constitutif de mars 1960, membre du Bureau national.

Avec lui, parmi bien d'autres militants, venus des horizons politiques et syndicalistes les plus divers, Albert PENTEL, aujourd'hui secrétaire de la 12e Section du P.S.U. A. Pentel, suppléant de J. Poperen, a rompu avec le Parti socialiste S.F.I.O. auquel il avait adhéré en 1938, avec lequel il avait mené, sous l'occupation, l'action clandestine, lorsque en septembre 1958 la S.F.I.O. vota « Oui » à de Gaulle.

Le PARTI SOCIALISTE UNIFIE est né d'une commune volonté d'en finir avec les divisions du passé.

Dès la présente campagne électorale, une situation pleine de promesses pouvait être créée si la proposition faite par le P.S.U. au P.C.F. et à la S.F.I.O. avait été acceptée : **soutenir, dans chaque circonscription, un** candidat unique **contre l'U.N.R. et les autres réactionnaires.** Le P.C.F., qui prétend être le champion de l'unité, a rejeté cette proposition et s'est obtiné à présenter partout ses propres candidats.

Le CHOIX PRINCIPAL aujourd'hui n'est pas entre telle ou telle forme d'institutions politiques, également destinées à maintenir les vieilles structures et les vieux privilèges, entre la monarchie gaulliste et les équipes du passé qui font à de Gaulle, leur allié d'hier, la petite guerre électorale.

Le choix est entre le système d'anarchie économique, d'exploitation et de profit, maintenu par la Ve République comme par la IVe, et le programme de démocratie nouvelle au service des travailleurs, le programme de front socialiste.

Ce programme est celui du Parti Socialistte Unifié.

Pour le réaliser, IL FAUT DETRUIRE DES PRIVILEGES.

Les partis de la IVe République l'ont souvent promis : ils ne l'ont jamais fait.

Ils ont toujours capitulé devant les groupes d'intérêts parasitaires, seigneurs de la grande propriété bâtie ou betteraviers par exemple, devant les manœuvres des mandataires des Halles, les exigences des gros transporteurs routiers ou des chevillards, fauteurs de vie chère.

Sous prétexte de faciliter les investissements, ils ont multiplié les allégements fiscaux en faveur des grandes entreprises industrielles et commerciales : le principal impôt, l'impôt sur le revenu, pèse essentiellement sur les salariés.

MAIS LE POUVOIR GAULLISTE N'A PAS REDRESSE CETTE POLITIQUE EGOISTE ET RETROGRADE : IL L'A AGGRAVEE !

A en croire ses affiches, l'U.N.R. Frey accorde la plus grande importance aux problèmes économiques et sociaux.

Mais qu'a fait depuis près de cinq ans le gouvernement dont il est ministre pour combattre la vie chère à Paris, pour améliorer le logement des travailleurs parisiens, pour remédier au désastreux sous-équipement scolaire de la capitale ? Paris balayera, le 18 novembre, la bande de députés U.N.R. élus en 1958 sur des promesses démogagiques qui ont été trahies.

Le 12e arrondissement, surtout, repoussera l'U.N.R. Frey. La mémoire des 9 morts du 8 février dernier, sauvagement abattus à Charonne par les policiers du ministre Frey, amis du policier Dides, réclame cette justice.

IL FAUT BATTRE LE MINISTRE DE LA POLICE.

Il faut battre l'homme du massacre de Charonne.

Pour cette tâche de salubrité civique, il faut écarter les revenants qui, complices de l'U.N.R. en 1958, repartent aujourd'hui à la curée électorale :

Un Guérard, **candidat du Parti de Pinay,**

Un Lévêque **qui se dit aujourd'hui d'« Union Démocratique » et qui fut, en 1958, patronné par le Centre Républicain d'André Morice et André Marie, gloires ministérielles de la IVe, et par la** Démocratie Chrétienne **de Georges Bidault, aujourd'hui chef de l'O.A.S.** De cette « gauche »-là, les travailleurs, les démocrates ne veulent plus.

Dans le 12e Picpus-Bel-Air, le choix est clair :

— **Contre le parti des** sortants, **contre les « inconditionnels » de l'U.N.R.**

— **Contre les** revenants **de l'ancien régime.**

— **Pour préparer la** République nouvelle, au service des travailleurs.

Votez

Jean POPEREN

Imp. « La Balance » - Villemomble

Le Parti Socialiste Unifié

vous demande de voter Pour :

Jean POPEREN

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont refusés aux jeux stériles de la IV[e] République, et de jeunes éléments venus des syndicats de toute tendance et d'associations populaires.

Le P.S.U. s'est trouvé au premier rang dans la lutte pour la paix avec l'Algérie par la négociation, contre le pouvoir personnel et la montée du fascisme, et ceci non seulement depuis quelques jours mais depuis sa fondation.

Le P.S.U. est le parti qui se refuse à s'intégrer à la coalition difforme dite « Union Nationale des NON », véritable mariage de la carpe et du Lapin, rappelant les combinaisons du passé et nécessairement voué à l'échec.

Le P.S.U. est le parti qui a proposé au Parti Communiste et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche pour le premier tour ; mais cette proposition a été refusée : le P.C. déclarant présenter un candidat dans chaque circonscription ; la S.F.I.O. préférant les alliances à droite.

Le P.S.U. est le parti qui continuera ses efforts au second tour pour réaliser une union de la gauche, son objectif fondamental demeure la constitution d'un véritable Front Socialiste reposant sur toutes les organisations de gauche, politiques, syndicales et populaires.

Le P.S.U. est le parti qui propose à ces organisations les éléments de programme suivants :

- **Répartition équitable du revenu national** permettant, non seulement aux travailleurs de s'affranchir du recours épuisant aux heures supplémentaires pour vivre, mais amenant également une augmentation des salaires et une réduction sensible de la durée du travail
- **Construction massive de logements accessibles à des revenus modestes** par la création d'un Service National de l'Habitat
- **Assainissement des circuits de distribution** par la lutte contre les intermédiaires
- **Développement de l'enseignement public** par la restauration de la laïcité et la mise en œuvre d'un véritable plan de démocratisation
- **Planification démocratique** c'est-à-dire participation effective des travailleurs et des usagers à la gestion des affaires (pouvoirs véritables aux Comités d'Entreprises) et aux grandes options économiques nationales (contrôle du Plan, création d'une Chambre économique élue aux pouvoirs véritables
- **Dégagement** de la France d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif
- **Condamnation des expériences nucléaires** d'où qu'elles viennent et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
- **Développement des liens** avec les partis de gauche et les syndicats des pays de l'Europe afin de construire une Europe des peuples et non une Europe des trusts.

Vu : le candidat